

LES FONCTIONNAIRES MATRAQUES

Entretien avec Pierre Bitoun paru dans *La Lettre du cadre territorial*, n°224, du 15 décembre 2001

Vous faites un "éloge de fonctionnaires" et dénoncez le "grand matraquage" dont ils sont victimes. Ont-ils si besoin qu'on prenne leur défense ?

Certains se défendent d'eux-mêmes. D'autres, au contraire, parlent de leurs « avantages », du « privilège » que constituerait la garantie d'emploi. Ces idées ne viennent pas de nulle part. Elles sont le fruit d'un bourrage de crâne, d'un discours de dénigrement où alternent mensonges et simplifications grossières. Quantité d'organes de presse, de droite mais aussi, hélas, de gauche, rabâchent à longueur de temps qu'ils seraient trop nombreux, ne travailleraient pas assez, feraient trop la grève... Ce sont tous ces slogans que j'ai voulu démonter, chiffres et témoignages à l'appui. Sans escamoter les problèmes mais en rappelant aussi les innombrables services que les agents de l'Etat, titulaires ou précaires, rendent tous les jours à la nation et aux Français.

Le service public vous paraît aujourd'hui menacé ?

Il l'est doublement. D'abord, par un manque d'effectifs et de moyens que l'on constate dans pratiquement tous les secteurs. C'est une politique délibérée de pénurie, qui se fonde sur la conscience professionnelle et sociale des agents de l'Etat pour faire fonctionner le service public à bon marché et satisfaire ainsi à la pression de l'Europe libérale et des marchés financiers sur les politiques publiques. Et on voit bien, désormais, quel est le sens de ce choix : on laisse se dégrader les services publics de manière à faire apparaître les privatisations comme la seule solution. J'ajoute qu'on n'a jamais réellement demandé leur avis aux Français sur cette politique qui dure depuis maintenant vingt ans : on préfère les consulter sur le quinquennat présidentiel !

Il ne faut pas, dites-vous, opposer les salariés du secteur privé et les fonctionnaires : ils sont donc plus proches qu'on ne le dit ?

Un des principaux objectifs du discours anti-fonctionnaire, c'est de diviser les salariés du public et du privé. Or, on constate que sur des points essentiels comme la pénurie d'effectifs, la médiocrité des salaires, les 35 H avec création d'emplois stables et sans flexibilité..., il y a des convergences de fond entre les conditions et les revendications des salariés des deux secteurs. À cela s'ajoutent des valeurs communes : revenir à plus d'égalité, développer la solidarité sociale, démocratiser l'Etat ou l'Entreprise, ce sont des idéaux montants qui expliquent que, malgré tout, l'unité progresse, le « Tous ensemble » gagne lentement mais sûrement du terrain.

Vous dressez plusieurs portraits de fonctionnaires "audacieux, innovants, et modernes". Que faudrait-il pour que cette image soit perçue par l'opinion publique ? Les fonctionnaires n'ont-ils quand même pas eux-mêmes un défi à relever pour améliorer leur image ?

Le sens de l'initiative n'est en effet pas le monopole des entrepreneurs capitalistes ! De l'institut qui se « défonce » pour ses élèves à l'agent du développement local, de l'ingénieur au scientifique qui découvre pour le bien de tous, l'Etat fourmille de gens qui sont innovants et solidaires. Pour que cette réalité soit mieux perçue de l'opinion, il faudrait d'abord que les médias soient moins paresseux ou mal intentionnés dans leur présentation : à quand la « une » du Figaro ou du Nouvel Obs sur « L'audace des fonctionnaires » et, non, comme il est d'usage, sur leurs « privilèges » ? Mais il faudrait aussi que les gouvernants se réforment eux-mêmes. Qu'ils cessent leur double langage à l'égard des services publics : la « République menacée » à la veille des élections, le « dégraissage du mammoth » après ! Quant aux agents de l'Etat, ils ont bien sûr leur rôle à jouer. En termes de mobilisation pour secouer les gouvernants mais aussi dans leur travail quotidien. De ce point de vue, d'indéniables progrès ont été faits ces dernières années, dans l'accueil du public par exemple, même s'il reste encore beaucoup à faire. Il faut continuer car les agents des services publics et les usagers, loin d'être des ennemis, ont des intérêts communs.